TECHNOCRITIQUE

Comment s'attaquer à l'hégémonie du complexe agro-industriel et enrayer sa logique productiviste? C'est à cette question que l'Atelier paysan s'attache dans *Reprendre la terre aux machines – Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire* paru en mai 2021. L'introduction du livre, que nous reproduisons ici, précise les enjeux et les objectifs du projet, dont l'ambition n'est rien moins que de rendre possible l'installation d'un million de paysan·nes en France.

Terrestres

La revue des écologies radicales

Depuis 2018, Terrestres est le laboratoire des pensées, des luttes et des pratiques qui s'inventent pour répondre à la catastrophe écologique et contrer l'emprise du capitalisme sur les vivants.

Pour nous lire et nous soutenir, rendez-vous sur www.terrestres.org

Reprendre la terre aux machines

L'Atelier Paysan

Terrestres

Sans vos dons, Terrestres ne peut pas exister !

C'est grâce à vous que nous pouvons faire vivre cet espace éditorial et politique unique, où s'imaginent et s'organisent les écologies radicales. Merci !

Pour soutenir la revue, rendez-vous sur

soutenir.terrestres.org

---

29 juillet 2021
Article originellement publié sur **www.terrestres.org**

Photo de couverture © Artis Kancs

Depuis une dizaine d'années, la coopérative l'Atelier Paysan, située en Isère, œuvre à la généralisation d'une agroécologie paysanne, pour un changement du modèle agricole et alimentaire. Pour cela, elle accompagne les agriculteurs et agricultrices dans la conception et la fabrication de machines et de bâtiments adaptés à leurs besoins. Alors que le grand machinisme s'étend en accentuant la concentration des terres et les destructions de l'environnement, les projets et réalisations de l'Atelier Paysan mêlent des logiques d'entraide, une réflexion poussée sur les techniques et le travail, et un ambitieux projet politique. Dans cet ouvrage, véritable manifeste politique, les auteurs, paysans, syndicalistes, militants, et sociétaires de la coopérative, font le constat que les alternatives paysannes, aussi incroyablement riches soient-elles, s'avèrent inoffensives face au complexe agro-industriel, plus prédateur que jamais. Ils y affirment l'urgence d'échapper à notre enfermement dans les niches d'un marché alimentaire réservé aux classes aisées et de reprendre entièrement la terre aux machines. Ce manifeste propose des pistes de rupture pour œuvrer en ce sens [1].

Une brume hivernale, lourde, accrochée au sol déjà bien assez gras pour la saison, semble s'enrouler autour du hangar en partie ouvert sur la cour de la ferme. Encouragé par la fatigue, le froid humide transperce les corps. Dans le petit bureau qui sert de salle de pause, la surface de la table est constellée de ronds de cafés : la semaine aura été dense, riche. Des paysannes, des paysans et leur entourage font croustiller les baguettes et tirent les derniers cordons des châssis. Certains se marrent, d'autres râlent, entre deux coups de meuleuse, toutes et tous s'affairent à parachever ces machines, cette fois ci c'était des semoirs à engrais verts. Ils étaient onze avec le formateur, ils y sont depuis lundi matin, la plupart n'avaient jamais travaillé le métal. Ce vendredi soir, toutes et tous repartiront avec leur réalisation :

1. Cette brochure est la reproduction de l'introduction du livre : Atelier Paysan (2021). *Reprendre la terre aux machines – Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, Le Seuil.

huit semoirs au total, en trois variantes. Ça sent la limaille, ça transpire l'entraide, ça change des odeurs de tous les jours. Cet effluve pourtant ils le connaissent bien, ils le côtoient, comme ceux du cuir, du foin, des animaux, de la pluie, et de la terre bien sûr. Ça discute aussi de reprendre la terre aux machines.

Les machines comme engins de guerre agricole, mais aussi comme machine économique, industrielle, machine bureaucratique, machine à nourrir ou plutôt à remplir. La terre à reprendre est une métaphore, car c'est bien plus qu'il y a à reprendre. . .Toutes et tous savent qu'en repartant ce soir vers leurs fermes, elle sera toujours là cette industrie, qui profite de chaque choc pour se propager encore, éliminant les savoir faire, la communauté paysanne, mais aussi la biodiversité et finalement le savoir et le pouvoir s'alimenter. Les dégâts sanitaires et sociaux sont colossaux, pas moins que les dégâts environnementaux. L'alimentation n'est pas accessible à tout le monde et ce sont les plus pauvres d'entre nous qui souffrent de pathologies chroniques telles que le diabète, l'hypertension, l'obésité, le cancer. Or, ces pathologies sont, pour tout ou partie, liées à l'alimentation industrielle, à l'excès de gras, de sucre, de sel qu'elle présente, aux résidus de pesticides et autres perturbateurs endocriniens qu'elle contient à foison, aux procédés d'ultratransformation des produits agricoles.

En même temps, dehors, à la télé, un président de la République nous dit : « Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond, à d'autres est une folie. » En même temps, la FNSEA [2] qui pilote avec l'État l'industrialisation de l'agriculture française depuis soixante ans s'approprie tranquillement le mot d'ordre de « souveraineté alimentaire », de longue date l'apanage des mouvements de défense de l'agriculture paysanne en Europe et surtout dans les pays du Sud, regroupés au sein de la Via Campesina. À chaque nouvelle catastrophe, la presse se remplit durant quelques jours de questionnements, parfois radicaux, sur le libre échange généralisé, la

2. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

ropéenne, puissance des industries qui prospèrent sur ce modèle de production de l'alimentation, rôle stratégique d'un syndicat majoritaire qui orchestre à la fois l'élimination des exploitants et leur rage contre le reste de la société, prolifération des normes, etc.

Dans le troisième volet, nous nous intéressons au cœur de ce que nous considérons comme l'une des armes de destruction massive du monde agricole, et de celles et ceux qui y contribuent au quotidien, par le complexe agro industriel : les technologies agricoles, telles qu'imposées en toute impunité pendant des décennies. Dans le quatrième nous développons l'hypothèse que l'existence d'un marché de produits alternatifs, censés échapper aux tares de la production industrielle, contribue aussi à la stabilité du modèle en question. Nous y expliquons aussi pourquoi le bouillonnement d'alternatives n'est pas en mesure d'ébranler le complexe agro industriel et son mode de production.

C'est pourquoi nous appelons, dans le dernier chapitre, à une repolitisation en profondeur du mouvement pour l'agriculture paysanne dont nous faisons partie. Nous proposons d'articuler la poursuite de nos pratiques alternatives avec un important travail d'éducation populaire, et avec la création de rapports de force autour de trois grandes pistes politiques : la fixation de prix minimum d'entrée pour les produits importés en France, proposition déjà portée par la Confédération paysanne depuis peu ; la socialisation de l'alimentation, avec notamment le projet d'une Sécurité sociale de l'alimentation, sur lequel différents collectifs travaillent conjointement ; enfin, un mouvement de lutte contre la robotique agricole et pour une désescalade technologique en agriculture. L'apparition de fronts de lutte autour de telles propositions nous semble essentielle si l'on veut stopper la course infernale aux plus bas coûts de production, et rendre possible l'installation d'un million de paysannes et paysans à brève échéance. Installation qui relève de l'urgence absolue pour une société menacée par des débâcles aussi bien économiques et alimentaires qu'écologiques, sanitaires et sociales.

cialiser pour être compétitif, même vis-à-vis de ses voisins, est antinomique avec la condition paysanne.

Quand apparaît la notion d'agriculture paysanne, d'abord portée par les Paysans travailleurs dans les années 1970, puis par la Confédération paysanne à partir de 1987, elle est précisément sous tendue par le projet de recréer une paysannerie, pas forcément identique en tout point à l'ancienne, ce qui ne serait ni souhaitable ni possible, mais soustraite aux aspects les plus critiquables de l'intégration de l'agriculture dans le capitalisme industriel, ce que l'on a appelé « la modernisation agricole ». L'Atelier Paysan se situe dans cette veine, l'agriculture paysanne, tout en ayant conscience de ce qui nous sépare des ruraux d'avant le XX^{e} siècle. Pour nous, ce terme fait signe à la fois vers le passé et vers l'avenir, et ce sont bien des paysannes et paysans que nous espérons voir s'installer en grand nombre dans les années à venir, pas des entrepreneurs. Nous sommes attentifs au mépris de classe qui se manifeste parfois à l'encontre de ces derniers. Nous considérons la tension identitaire entre les uns et les autres, trop souvent entretenue des deux côtés, comme un obstacle à tout changement majeur de direction. On verra par la suite que nous pouvons être critiques vis à vis de certaines attitudes répandues dans le mouvement pour l'agriculture paysanne, qui attirent l'attention sur un paradoxe : une part importante des nouveaux paysans vient de familles extérieures au milieu agricole, tandis que la plupart des exploitants agricoles survivants sont, eux, issus de ce milieu – ce qui nous amènera, à l'occasion, à les qualifier de « paysans historiques ».

Notre manifeste est organisé en cinq chapitres. Le premier propose un panorama historique de l'industrialisation de l'agriculture. Il insiste sur le rôle de la mécanisation dans un processus social guidé par l'obsession de comprimer le coût de production de l'alimentation, et d'éliminer toujours plus d'agriculteurs. Le deuxième tente d'identifier les facteurs qui assurent le maintien d'un modèle agricole intensif pourtant critiqué de toutes parts, et verrouillent le système : accords de libre échange et politique eu-

division internationale du travail, la perte totale de souveraineté et d'autonomie alimentaire d'un pays comme la France. Aucune de ces déclarations ne se traduit en actes. Le bilan d'un siècle d'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation qu'elle produit nous semble partagé : il est catastrophique. Pourtant, les forces politiques pour renverser ce modèle et le remplacer par un autre, elles, manquent toujours.

Ce livre est là pour interroger ce hiatus.

Pour nombre de nos collègues et complices au sein du mouvement en faveur de l'agriculture paysanne, le temps travaille pour nous et la mutation vers une autre agriculture est déjà bien entamée : la part de marché des produits estampillés « bio » augmente, les circuits courts se développent, AMAP et magasins de producteurs se multiplient, etc., témoignant d'une prise de conscience salutaire sous l'effet des catastrophes écologiques et sanitaires en chaîne. Mais. . .le modèle agricole dominant est-il ébranlé par ces évolutions, par ces changements de pratiques individuelles des producteurs et des consommateurs ? Non.

Les quantités de pesticides épandues n'ont pas diminué depuis dix ans, malgré les objectifs claironnés lors du fameux Grenelle de l'environnement ; elles ont au contraire augmenté ces dernières années : + 22 % de ventes entre 2009 et 2018 !

Les terres arables continuent de reculer au profit du béton, à la vitesse de 26 m^2 par seconde, soit un terrain de foot toutes les cinq minutes, soit un département français moyen tous les dix ans. Le nombre d'actifs agricoles continue de diminuer à raison de 2 % par an, des dizaines de fermes disparaissent donc chaque semaine ; et ceux qui restent travaillent sur des exploitations toujours plus capitalistiques : de plus grosses machines, sur des surfaces plus grandes, avec des bâtiments plus chers et des dettes plus pesantes.

Le milieu de l'agriculture paysanne continue d'espérer que les alternatives dont il est porteur fassent tache d'huile et changent la société. Nous venons de ce milieu, nous avons partagé cette croyance. Nous continuons de pratiquer, mais nous ne croyons

plus : aussi précieuses soient elles, ces alternatives (sur les semences, le foncier, les pratiques culturales, le mode de commercialisation, et sur les technologies sobres et appropriables bricolées dans le cadre de notre Atelier Paysan) ne constituent pas un projet politique en elles mêmes, et ne mettent pas en danger l'agriculture industrielle. Elles en fournissent plutôt le complément de gamme, notamment pour l'alimentation des fractions aisées de la population. Pour nous, ce sont les pratiques agro industrielles qui tendent à absorber ou neutraliser nos alternatives, à s'incruster en profondeur dans nos paysages et nos habitudes. Nous constatons en particulier que l'escalade technologique permanente, rarement perçue comme un facteur décisif, assure la poursuite du mouvement de dépossession et d'élimination des agriculteurs contre lequel nous sommes en lutte.

Alors, pourquoi ne pas s'adresser solennellement aux dirigeants de l'État français (ou de la Commission européenne) pour les convaincre de l'urgence de politiques publiques dédiées à une transition rapide vers l'agroécologie, comme l'ont fait à l'été 2020 les membres de la Convention citoyenne pour le climat ? Ceux qui parmi nous sont engagés syndicalement, par exemple, se prêtent régulièrement à la tentative de peser sur les orientations du ministère de l'Agriculture, sans résultat significatif sur l'essentiel. Un bouleversement aussi important que le passage de l'agriculture industrielle telle que nous la connaissons à l'agriculture paysanne – non plus pratiquée par quelques « Indiens » dans des « réserves » du territoire ravagé, mais majoritaire à l'échelle d'une nation comme la nôtre –, un tel bouleversement ne sera pas concédé par les élites politiques et économiques sans le surgissement d'un mouvement social. Il n'aura jamais lieu sans un rapport de force assumé, un conflit compliqué, dont nous allons dans ce livre tenter de définir les terrains prioritaires. Il sera conquis par la lutte ou il n'adviendra pas.

Ce manifeste se veut une modeste contribution à l'émergence d'un large mouvement populaire pour l'autonomie paysanne et alimentaire, une exigence qui appelle quelques précisions. Tout

tâches de subsistance, sur les autres – les chaînes de production, les salariés d'usine ou les livreurs.

Loin de l'illusion du clic, et contre celle ci, elle manifeste un désir de reprise en main directe de nos conditions matérielles d'existence. Ce n'est certainement pas une volonté d'autarcie, mais c'est à coup sûr une rupture avec la division industrielle et internationale du travail, qui implique l'hyperspécialisation, la dépendance nourricière et morale de chacun envers de grandes organisations tentaculaires, le règne de l'inégalité économique et de l'irresponsabilité écologique… C'est un pont jeté entre les aspirations et revendications des paysans du Nord avant le xxe siècle et celles de nombreux paysans du Sud encore aujourd'hui : des paysans qui ne demand(ai)ent pas à être délivrés des nécessités matérielles de la vie, comme faire pousser des légumes, s'occuper des animaux, construire des outils pour travailler et des maisons pour s'abriter, mais exige(ai)ent « simplement » l'accès aux moyens (terres, bois, eau…) de les prendre en charge, en général collectivement. Nous avons bien conscience que le chemin vers le rétablissement d'une pareille économie populaire de subsistance s'annonce long et très difficile. Alors pour le moment, nous souhaitons nous fixer un objectif moins lointain, et plus concret : l'installation d'un million de paysans dans les dix années à venir, en France.

Dernière remarque lexicale : pourquoi parler de paysans, à propos de ces centaines de milliers de travailleuses et travailleurs que nous espérons voir s'installer rapidement en agroécologie ? Pourquoi de même parlons nous d'autonomie paysanne, plutôt qu'agricole ? Nous ne sommes pas naïfs, nous partageons le constat que dans un pays comme le nôtre, les paysans ont pour l'essentiel disparu, si l'on s'en tient à une définition rigoureuse du terme. En effet, « paysan » ne désignait pas autrefois un métier, mais une condition, dont l'inscription dans une communauté villageoise (ou de « pays ») et la production de ses moyens de subsistance étaient des traits essentiels. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'émergence de l'exploitant agricole, entrepreneur qui cherche à se spé-

de leurs mains et de leur esprit ? Est-il acceptable que certains mangent des fruits du bout du monde en hiver quand d'autres ne peuvent s'en offrir en été ?

Toute la pratique quotidienne de l'Atelier Paysan, dans ses formations et ses élaborations collectives, traduit ce questionnement et ce travail d'élucidation de nos dépendances. Nous sommes bien placés pour affirmer que l'autonomie ne consiste sûrement pas à s'affranchir de toutes ses dépendances, mais à faire l'inventaire des dépendances qui nous asservissent et de celles qui nous rendent plus libres. L'outil qu'on ne peut pas entretenir et réparer soi-même, pour lequel on est dépendant d'une instance en situation de (quasi)monopole technique et qui nous fait payer cher ses services, cet outil nous asservit. Celui qu'on sait entretenir, qu'on peut faire réparer par un artisan de la commune avec qui on échange des services, celui dont on peut se passer – mon collègue en a un autre qui fera l'affaire – cet outil va dans le sens d'une autonomie technique grâce aux liens humains qui se tissent autour.

L'autonomie que nous voulons défendre est donc en rupture non seulement avec l'individualisme contemporain, mais aussi avec le désir, diffus dans l'époque moderne et cultivé par la société de consommation, de se décharger du travail matériel, des

d'abord, un aspect important de notre propos est le refus définitif de dissocier la question agricole de la question alimentaire : ne pas les penser ensemble, c'est valider la séparation entre production et consommation, que le capitalisme industriel n'a pas inventée mais qu'il a poussée à un point extrême. Critiquer l'agriculture industrielle, lutter contre elle, oblige à dénoncer la dépossession des populations contemporaines, urbaines notamment, de leur alimentation et l'inégalité économique structurelle qui en caractérise l'accès. Il n'y aura pas de changement de modèle agricole sans coup d'arrêt à la paupérisation de dizaines de millions de citoyens ; pas plus qu'il ne sera possible de faire respecter le droit à l'alimentation sans lutte pour la généralisation de l'agriculture paysanne. Cela relève d'un droit universel à l'alimentation choisie en connaissance de cause.

C'est dire que nous remettons en cause un choix fondamental – choix politique, choix culturel, choix de civilisation – fait par les sociétés industrialisées au sortir de la Deuxième Guerre mondiale : celui de produire la nourriture le moins cher possible, dans l'espoir que tout le monde puisse se nourrir à bas prix, et d'étouffer ainsi les revendications salariales et populaires. Nous le verrons dans le premier chapitre, la modernisation de l'agriculture est bien le résultat de politiques volontaristes appuyées sur des idéologies revendiquées. La logique industrielle a été introduite de manière délibérée, au motif « généreux » qu'il fallait nourrir la nation, puis le monde. La baisse de la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation était vue comme un progrès en soi.

Et c'est ainsi qu'elle est effectivement passée de 35 % en 1960 à 20 % en 2014 : la consommation alimentaire a progressé en volume au fil de ces décennies, mais deux fois moins rapidement que l'ensemble des consommations.

Le paradoxe est que, de nos jours, une partie non négligeable de la population d'un pays riche comme la France n'a pas les moyens de l'alimentation qu'elle voudrait choisir ; et parfois n'accède même pas à l'alimentation la moins chère disponible en

grande surface. L'autre face de cette triste réalité est qu'environ 70 % des revenus des agriculteurs sont constitués par des aides nationales et européennes ; la moitié d'entre eux ont un revenu négatif, avant impôt et subvention, cette proportion s'élevant à 80 % chez les éleveurs ; et même après subvention, 14 % ne dégagent aucun revenu ! Ce tableau stupéfiant. C'est celui d'un système qui ne fonctionne pas du tout, qui – sans même parler de dégâts écologiques, de rendements énergétiques négatifs ou de perte de qualité nutritive – ne remplit aucun de ses objectifs initiaux : rémunérer correctement les agriculteurs, pour qu'ils fournissent une alimentation abondante et satisfaisante à la portée de tous. Pour être plus précis, il y a bien abondance, mais abondance de produits mauvais pour la santé et de précarité économique.

Nous proposons donc une réorientation complète, une rupture profonde : arrêter la course aux plus bas coûts de production en agriculture ; soustraire des pans importants de la production agricole, de la transformation et de la distribution de l'alimentation, à la pression du marché mondial, et aller vers une socialisation de l'alimentation ; mettre fin à la subordination de l'agriculture aux autres secteurs économiques.

En effet, depuis 1945, en France comme dans l'ensemble des pays « avancés », l'agriculture a été la « fonction-support » du développement industriel. Sa modernisation a servi à développer les marchés d'un certain nombre d'industries, en amont et en aval de sa production, nous y reviendrons plus d'une fois. Elle a aussi permis de libérer du pouvoir d'achat pour d'autres dépenses de consommation indispensables à la croissance : logement, transports, « nouvelles technologies », etc.

Quelques précisions sémantiques sont utiles : quand nous définissons notre horizon politique par l'autonomie paysanne et alimentaire, pourquoi parlons nous d'autonomie plutôt que de souveraineté ? Comme l'ensemble du mouvement de défense des agricultures paysannes, nous sommes attachés au mot d'ordre historique de la souveraineté alimentaire. Si nous préférons ici celui d'autonomie, ce n'est pas pour le plaisir de se démarquer

des tartuffes de l'appareil syndical majoritaire qui s'arrogent nos objectifs alors qu'ils ont tout mis en œuvre pour détruire les conditions de leur réalisation. Nous voyons surtout l'occasion de rompre un peu plus avec l'imaginaire de la puissance et de la concurrence, que charrie encore le terme de souveraineté. En effet, « souverain » vient étymologiquement de l'adjectif latin superus : « supérieur », « qui surpasse tout ». Le souverain est celui qui est au dessus de tous les autres ; l'expression même de souveraineté populaire a donc quelque chose d'un oxymore, d'un tour de passe passe sémantique pour rendre compatibles les aspirations des citoyens à la liberté et à l'autogouvernement avec l'existence d'un État qui, en réalité, décide du sort de ses sujets. Elle évoque l'idée d'un peuple particulier qui a trouvé les moyens de dominer les autres, de se maintenir au-dessus d'eux dans la course à la puissance. Quand Macron ou la FNSEA en appellent à la souveraineté économique ou alimentaire de la France (ou de l'Europe), ils ne parlent que de reprendre le contrôle de certains leviers qui avaient fini par lui échapper dans la compétition internationale, et qui semblent indispensables pour figurer le mieux possible dans ladite compétition. Le concept d'autonomie, étymologiquement le fait de se donner à soi même sa loi, relève d'un imaginaire plus subversif : la démocratie effective, de participation active et égalitaire à l'élaboration des règles de vie commune, y compris en matière d'économie ; enfin d'autolimitation des individus et de la collectivité. Parler d'autonomie paysanne et alimentaire, c'est affirmer l'exigence de la délibération politique et populaire dans la production de l'alimentation, dans les choix technologiques en agriculture, dans la répartition de la terre à celles et ceux qui la travaillent, dans la distribution de la nourriture à toutes et tous. C'est introduire la nécessité d'une réflexion collective sur les besoins et les moyens qu'on met en œuvre pour les satisfaire, d'une autolimitation : ai je besoin d'acheter encore des terres à mon voisin qui part à la retraite, ou vient de faire faillite ? Avons nous besoin de tracteurs toujours plus puissants, de toujours plus d'automates qui fassent telle ou telle tâche à la place des humains,